



RAPPORT DE GESTION DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	8
ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	11
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	15
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	20
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	31

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. couvre les principales activités du deuxième trimestre 2026 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Il devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2025. À moins d'avis contraire, tous les montants du présent rapport sont en dollars canadiens (« CA ») et toutes les références à « Québecor » ou à la « Société » désignent Québecor inc. et ses filiales.

Chef de file parmi les sociétés de télécommunications et médias du Canada, Québecor exerce ses activités par l'entremise de ses filiales dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, et Sports et divertissement. Le secteur Télécommunications offre des services de téléphonie mobile et filaire, d'accès Internet, de télédistribution, de solutions d'affaires et un service de vidéo sur demande par abonnement (« VSDA ») au Canada, tout en fournissant à l'échelle mondiale des solutions de systèmes d'affaires BSS. Les activités du secteur Média au Québec englobent l'exploitation d'un réseau de télévision généraliste et des services de télévision spécialisée, des services de location de studios et d'équipements ainsi que des services de postproduction dans l'industrie du cinéma et de la télévision, l'impression, l'édition et la distribution de journaux quotidiens, l'exploitation de plateformes numériques de nouvelles et de divertissement, l'édition et la distribution de magazines, la production et distribution de contenu audiovisuel ainsi que l'affichage extérieur. Les activités du secteur Sports et divertissement au Québec comprennent l'exploitation et la gestion du Centre Vidéotron à Québec, la production de spectacles, la gestion d'événements sportifs et culturels, l'édition et la distribution de livres, la production de musique ainsi que l'exploitation d'une équipe de la Ligue de hockey junior Maritimes Québec.

Québecor déploie une stratégie d'expansion géographique dans le marché canadien des télécommunications, axée sur une concurrence accrue en téléphonie mobile, ainsi qu'une stratégie de convergence et de maximisation de la valeur de ses contenus au profit de ses différentes propriétés et de ses multiples plateformes de distribution.

La Société utilise des mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres et le ratio d'endettement net consolidé, ainsi que des indicateurs clés de rendement tels que l'unité génératrice de revenus (« UGR ») et le revenu mensuel moyen mobile par unité (« RMPU mobile »). Les définitions de ces mesures et de ces indicateurs sont présentées dans les sections « Mesures non normalisées selon les IFRS » et « Indicateurs clés de rendement ».

FAITS SAILLANTS

Deuxième trimestre 2026

Revenus de 1,44 G\$, en hausse de 59,8 M\$ (4,3 %).

BAILA ajusté¹ de 627,4 M\$, en hausse de 22,3 M\$ (3,7 %), malgré l'impact défavorable de 39,5 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions dans l'ensemble des secteurs de la Société.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 270,9 M\$ (1,21 \$ par action de base), en hausse de 53,2 M\$ (0,26 \$ par action de base) ou 24,4 %.

Bénéfice net ajusté¹ de 241,3 M\$ (1,07 \$ par action de base), en hausse de 14,5 M\$ (0,08 \$ par action de base) ou 6,4 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés¹ de 453,7 M\$, en hausse de 0,9 M\$ (0,2 %).

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 569,6 M\$, en hausse de 31,6 M\$ (5,9 %).

Premier semestre 2026

Revenus de 2,84 G\$, en hausse de 111,9 M\$ (4,1 %).

BAILA ajusté de 1,20 G\$, en hausse de 49,3 M\$ (4,3 %), malgré l'impact défavorable de 86,8 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions dans l'ensemble des secteurs de la Société.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 496,3 M\$ (2,20 \$ par action de base), en hausse de 87,9 M\$ (0,43 \$ par action de base) ou 21,5 %.

Bénéfice net ajusté de 460,8 M\$ (2,04 \$ par action de base), en hausse de 48,9 M\$ (0,25 \$ par action de base) ou 11,9 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 897,4 M\$, en hausse de 41,3 M\$ (4,8 %).

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 989,9 M\$, en hausse de 31,7 M\$ (3,3 %).

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

Tableau 1

Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action de base)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Résultats				
Revenus :				
Télécommunications	1 234,6	\$ 1 186,8	\$ 2 451,5	\$ 2 346,9
Média	184,8	174,4	341,3	339,0
Sports et divertissement	48,4	51,5	97,4	101,2
Intersectoriels	(27,6)	(32,3)	(54,8)	(63,6)
	1 440,2	1 380,4	2 835,4	2 723,5
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	641,7	609,5	1 261,3	1 190,9
Média	26,8	9,3	24,6	(9,3)
Sports et divertissement	3,1	4,7	4,9	8,2
Siège social	(44,2)	(18,4)	(86,8)	(35,1)
	627,4	605,1	1 204,0	1 154,7
Amortissement	(217,4)	(213,8)	(426,8)	(429,1)
Frais financiers	(79,5)	(86,0)	(155,7)	(178,5)
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(2,3)	(16,0)	(6,4)	(19,3)
Autres éléments	29,9	2,0	39,3	8,6
Impôts sur le bénéfice	(82,6)	(75,1)	(154,8)	(135,9)
Bénéfice net	275,5	\$ 216,2	\$ 499,6	\$ 400,5
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	270,9	\$ 217,7	\$ 496,3	\$ 408,4
Bénéfice net ajusté	241,3	226,8	460,8	411,9
Par action de base :				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	1,21	0,95	2,20	1,77
Bénéfice net ajusté	1,07	0,99	2,04	1,79

Tableau 1 (suite)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Dépenses en immobilisations :				
Télécommunications	167,8	\$ 149,8	\$ 298,1	\$ 292,0
Média	4,2	1,0	5,4	3,9
Sports et divertissement	1,7	1,5	3,0	2,7
Siège social	–	–	0,1	–
	173,7	152,3	306,6	298,6
Flux de trésorerie :				
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés :				
Télécommunications	473,9	459,7	963,2	898,9
Média	22,6	8,3	19,2	(13,2)
Sports et divertissement	1,4	3,2	1,9	5,5
Siège social	(44,2)	(18,4)	(86,9)	(35,1)
	453,7	452,8	897,4	856,1
Flux de trésorerie libres ¹	418,7	374,9	654,2	612,7
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	569,6	538,0	989,9	958,2
			30 juin 2026	31 déc. 2025
Bilan				
Espèces et quasi-espèces			97,6	\$ 160,6
Fonds de roulement			(877,0)	(233,2)
Actif net lié aux instruments financiers dérivés			93,5	24,3
Actif total			12 954,7	12 812,2
Emprunts à court terme			661,0	–
Dette à long terme totale (y compris la portion à court terme)			6 120,4	6 824,3
Obligations locatives (court et long terme)			413,7	410,6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			2 743,7	2 625,0
Capitaux propres			2 980,1	2 737,0
Ratio d'endettement net consolidé¹			2,87x	2,95x

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

Québecor

- Le 23 juin 2026, Québecor a été nommée parmi les 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada, selon le palmarès dévoilé par Corporate Knights pour l'année 2026. En lui attribuant le 19^e rang, ce classement reconnaît la performance globale de Québecor en matière de responsabilité environnementale, sociale et de gouvernance, un engagement qui se décline notamment en gestes concrets pour le climat, l'économie circulaire et la production écoresponsable.

Télécommunications

- Au deuxième trimestre 2026, le secteur Télécommunications a affiché une hausse de 47,8 M\$ (4,0 %) de ses revenus et de 32,2 M\$ (5,3 %) de son BAIIA ajusté.
- Progression de 40,2 M\$ (9,2 %) des revenus de services de téléphonie mobile et de 9,6 M\$ (3,1 %) des revenus de services d'accès Internet.
- Hausse du RMPU mobile¹ de 0,86 \$ (2,5 %).
- Augmentation nette de 53 200 lignes (1,2 %) en téléphonie mobile, au deuxième trimestre 2026.
- Le 21 avril 2026, Québecor a acquis Etiya en augmentant sa participation de 29 % à 70 % dans cette dernière, pour une contrepartie en espèces de 163,1 M\$. Etiya, entreprise mondiale de logiciels établie en Turquie et comptant plus de 1 500 employés, est un chef de file des plateformes de systèmes d'affaires BSS (Business Support System) numériques alimentées par l'intelligence artificielle. Cette transaction soutient le déploiement en cours de la plateforme BSS d'Etiya par Vidéotron Itée (« Vidéotron ») au sein de ses marques Vidéotron et Freedom, en s'appuyant sur le succès du déploiement réalisé chez Fizz. Elle renforcera également la capacité d'Etiya à mener des projets de transformation BSS d'envergure à l'échelle mondiale.
- Le 15 avril 2026, Vidéotron a été couronnée l'entreprise de télécommunications la plus admirée des Québécois pour la 20^e fois depuis 2006, selon l'étude Réputation 2026 de Léger. Sans équivalent dans l'industrie, ce jalon témoigne d'une relation de confiance solidement établie depuis plus de vingt ans auprès de millions de clients à l'échelle du Québec.
- Le 10 avril 2026, Vidéotron a lancé son nouveau forfait Internet résidentiel 2 GIGA, offrant des vitesses allant jusqu'à 2 000 Mbit/s de téléchargement et 200 Mbit/s de téléversement. Disponible dans certains secteurs de Montréal, de Laval et de Québec, cette nouvelle offre, qui répond aux besoins croissants des ménages hyperconnectés, fera l'objet d'un déploiement progressif sur le réseau.

Média

- Au deuxième trimestre 2026, le secteur Média a affiché une hausse de 10,4 M\$ de ses revenus et de 17,5 M\$ de son BAIIA ajusté.

Sports et divertissement

- Au deuxième trimestre 2026, le secteur Sports et divertissement a affiché des baisses respectives de 3,1 M\$ de ses revenus et de 1,6 M\$ de son BAIIA ajusté.

Opérations de financement

- Le 5 août 2026, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,45 \$ par action sur les actions de catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B ») de la Société, correspondant à une hausse de 12,5 %.
- Au cours du deuxième trimestre 2026, Vidéotron a remboursé la totalité du solde de 500,0 M\$ de la deuxième tranche de sa facilité de crédit à terme ainsi qu'un montant de 300,0 M\$ sur la troisième tranche de 700,0 M\$. Le 8 juillet 2026, Vidéotron a remboursé un montant supplémentaire de 100,0 M\$ de sa facilité de crédit à terme.
- Le 1^{er} avril 2026, Vidéotron a établi un programme de papier commercial aux États-Unis par voie de placement privé, lui permettant d'émettre des billets non garantis de premier rang (pari passu avec ses autres dettes non garanties et non subordonnées) d'une échéance maximale de 364 jours, jusqu'à concurrence de 1,0 G\$ US en circulation. La facilité de crédit

¹ Voir « indicateurs de rendement ».

renouvelable de Vidéotron sert de source de garantie de liquidités et le risque de change lié au papier commercial est totalement couvert par Vidéotron.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Comparaison des deuxièmes trimestres 2026 et 2025

Revenus de 1,44 G\$, en hausse de 59,8 M\$ (4,3 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (47,8 M\$ ou 4,0 % des revenus du secteur) et Média (10,4 M\$ ou 6,0 %).
- Diminution dans le secteur Sports et divertissement (3,1 M\$ ou -6,0 %).

BAlIA ajusté de 627,4 M\$, en hausse de 22,3 M\$ (3,7 %), malgré l'impact défavorable de 39,5 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions dans l'ensemble des secteurs de la Société, principalement attribuable à la hausse importante du cours de l'action de Québecor.

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (32,2 M\$ ou 5,3 % du BAlIA ajusté du secteur) et Média (17,5 M\$).
- Écart défavorable au siège social (25,8 M\$), dû essentiellement à la hausse de la charge de rémunération à base d'action.
- Baisse dans le secteur Sports et divertissement (1,6 M\$).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 270,9 M\$ (1,21 \$ par action de base) au deuxième trimestre 2026, contre 217,7 M\$ (0,95 \$ par action de base) à la même période de 2025, soit une hausse de 53,2 M\$ (0,26 \$ par action de base) ou 24,4 %.

- Les écarts favorables s'expliquent par :
 - l'écart favorable de 27,9 M\$ lié aux autres éléments;
 - la hausse de 22,3 M\$ du BAlIA ajusté;
 - la diminution de 13,7 M\$ liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres;
 - la diminution de 6,5 M\$ liée aux frais financiers.
- Les écarts défavorables s'expliquent par :
 - la hausse de 7,5 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice;
 - l'écart défavorable de 6,1 M\$ des participations ne donnant pas le contrôle;
 - la hausse de 3,6 M\$ liée à la charge d'amortissement.

Bénéfice net ajusté de 241,3 M\$ (1,07 \$ par action de base) au deuxième trimestre 2026, contre 226,8 M\$ (0,99 \$ par action de base) à la même période de 2025, soit une hausse de 14,5 M\$ (0,08 \$ par action de base) ou 6,4 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 453,7 M\$, en hausse de 0,9 M\$ (0,2 %) au deuxième trimestre 2026, expliquée par la hausse de 22,3 M\$ du BAlIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 21,4 M\$ des dépenses en immobilisations, principalement dans le secteur Télécommunications.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 569,6 M\$ au deuxième trimestre 2026, en hausse de 31,6 M\$ (5,9 %), principalement attribuable à la hausse du BAlIA ajusté, à la diminution de la portion monétaire liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, et à la baisse de la portion monétaire des frais financiers, contrebalancées en partie par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation et la hausse des impôts exigibles.

Charge d'amortissement de 217,4 M\$ au deuxième trimestre 2026, soit une hausse de 3,6 M\$. La charge d'amortissement est essentiellement attribuable au secteur Télécommunications.

Frais financiers de 79,5 M\$ au deuxième trimestre 2026, en baisse de 6,5 M\$, expliquée principalement par un niveau moyen d'endettement moins élevé et par l'impact d'un taux d'intérêt moyen inférieur.

Restructuration, dépréciation d'actifs et autres de 2,3 M\$ au deuxième trimestre 2026, soit un écart favorable de 13,7 M\$.

Au deuxième trimestre 2026, la Société a comptabilisé :

- une charge de 2,4 M\$ relativement aux coûts liés à la réduction d'effectifs, surtout dans le secteur Média (8,1 M\$ en 2025);
- un gain pour les autres éléments de 0,5 M\$ (une charge de 7,0 M\$ en 2025, due surtout aux coûts rétroactifs découlant d'une décision de la Cour d'appel sur les tarifs de retransmission de signaux éloignés de télévision dans le secteur Télécommunications);
- une charge de dépréciation d'actifs de 0,4 M\$ (0,9 M\$ en 2025).

Gain lié aux autres éléments de 29,9 M\$ au deuxième trimestre 2026, soit un écart favorable de 27,9 M\$, principalement attribuable au gain de 30,1 M\$ sur la réévaluation à la juste valeur de la participation précédemment détenue dans Etiya, à la suite de son acquisition le 21 avril 2026.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 82,6 M\$ au deuxième trimestre 2026 (taux d'imposition effectif de 26,3 %), contre 75,1 M\$ (taux d'imposition effectif de 26,9 %) à la même période de 2025, soit un écart défavorable de 7,5 M\$, qui s'explique principalement par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Comparaison des premiers semestres 2026 et 2025

Revenus de 2,84 G\$, en hausse de 111,9 M\$ (4,1 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (104,6 M\$ ou 4,5 % des revenus du secteur) et Média (2,3 M\$ ou 0,7 %).
- Diminution dans le secteur Sports et divertissement (3,8 M\$ ou -3,8 %).

BAIIA ajusté de 1,20 G\$, en hausse de 49,3 M\$ (4,3 %), malgré l'impact défavorable de 86,8 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions dans l'ensemble des secteurs de la Société, principalement attribuable à la hausse importante du cours de l'action de Québecor.

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (70,4 M\$ ou 5,9 % du BAIIA ajusté du secteur) et Média (33,9 M\$).
- Écart défavorable au siège social (51,7 M\$), dû essentiellement à la hausse de la charge de rémunération à base d'action.
- Baisse dans le secteur Sports et divertissement (3,3 M\$).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 496,3 M\$ (2,20 \$ par action de base) au premier semestre 2026, contre 408,4 M\$ (1,77 \$ par action de base) à la même période de 2025, soit une hausse de 87,9 M\$ (0,43 \$ par action de base) ou 21,5 %.

- Les écarts favorables s'expliquent principalement par :
 - la hausse de 49,3 M\$ du BAIIA ajusté;
 - l'écart favorable de 30,7 M\$ lié aux autres éléments;
 - la diminution de 22,8 M\$ liée aux frais financiers;
 - la diminution de 12,9 M\$ liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres.
- Les écarts défavorables s'expliquent par :
 - la hausse de 18,9 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice;
 - l'écart défavorable de 11,2 M\$ des participations ne donnant pas le contrôle.

Bénéfice net ajusté de 460,8 M\$ (2,04 \$ par action de base) au premier semestre 2026, contre 411,9 M\$ (1,79 \$ par action de base) à la même période de 2025, soit une hausse de 48,9 M\$ (0,25 \$ par action de base) ou 11,9 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 897,4 M\$, en hausse de 41,3 M\$ (4,8 %), expliquée par l'augmentation de 49,3 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 8,0 M\$ des dépenses en immobilisations, principalement dans le secteur Télécommunications.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 989,9 M\$, en hausse de 31,7 M\$ (3,3 %) principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté, à la baisse de la portion monétaire des frais financiers et à la diminution de la portion monétaire liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, contrebalancées en partie par l'augmentation des impôts exigibles et par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation.

Charge d'amortissement de 426,8 M\$ au premier semestre 2026, soit une baisse de 2,3 M\$. La charge d'amortissement est essentiellement attribuable au secteur Télécommunications.

Frais financiers de 155,7 M\$ au premier semestre 2026, en baisse de 22,8 M\$, expliquée principalement par un niveau moyen d'endettement moins élevé et par l'impact d'un taux d'intérêt moyen inférieur.

Restructuration, dépréciation d'actifs et autres de 6,4 M\$ au premier semestre 2026, soit un écart favorable de 12,9 M\$, principalement attribuable aux mêmes raisons que celles évoquées dans l'analyse du deuxième trimestre 2026.

Gain lié aux autres éléments de 39,3 M\$ au premier semestre 2026, soit un écart favorable de 30,7 M\$, principalement attribuable à la même raison que celle évoquée dans l'analyse du deuxième trimestre 2026.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 154,8 M\$ au premier semestre 2026 (taux d'imposition effectif de 26,0 %), contre 135,9 M\$ (taux d'imposition effectif de 26,5 %) à la même période de 2025, soit un écart défavorable de 18,9 M\$, qui s'explique principalement par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2026

Revenus de 1,23 G\$ au deuxième trimestre 2026, en hausse de 47,8 M\$ (4,0 %).

- Revenus des services de téléphonie mobile de 476,0 M\$, soit une progression de 40,2 M\$ (9,2 %), expliquée surtout par la croissance du nombre de lignes et par la hausse du revenu moyen par ligne.
- Revenus des services d'accès Internet de 320,8 M\$, en hausse de 9,6 M\$ (3,1 %). Cet écart favorable s'explique principalement par la hausse du revenu moyen par client.
- Revenus des services de télédistribution de 185,4 M\$, soit une baisse de 2,1 M\$ (-1,1 %), expliquée principalement par l'impact de la réduction du nombre de clients, conforme aux tendances observées dans le marché, contrebalancé en partie par la hausse du revenu moyen par client.
- Revenus des services de téléphonie filaire de 52,7 M\$, en baisse de 5,9 M\$ (-10,1 %), principalement due à l'impact de la diminution du nombre de lignes, conforme aux tendances observées dans le marché.
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 145,7 M\$, en baisse de 5,3 M\$ (-3,5 %), surtout en raison de l'impact défavorable de l'évolution du mix des appareils vendus.
- Autres revenus de 54,0 M\$, en hausse de 11,3 M\$ (26,5 %), principalement attribuable à la contribution liée à l'acquisition d'Etia.

RMPU mobile de 35,62 \$ au deuxième trimestre 2026, contre 34,76 \$ à la même période de 2025, soit une hausse de 0,86 \$ (2,5 %), principalement attribuable à la baisse des escomptes promotionnels et la migration des clients vers des forfaits à prix plus élevés, atténuées en partie par l'impact dilutif des services prépayés de Freedom et de Fizz.

Statistiques de clientèle

Le tableau 2 indique les variations des UGR¹ pour les périodes de trois mois, de six mois et de douze mois terminées les 30 juin de 2026 et 2025.

Tableau 2
Variation des UGR
(en milliers d'unités)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin		Douze mois terminés les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025	2026	2025
Téléphonie mobile	53,2 1,2 %	70,4 1,7 %	82,0 1,9 %	123,3 3,0 %	269,7 6,4 %	340,1 8,8 %
Internet	(1,8) -0,1 %	(3,2) -0,2 %	(0,8) 0,0 %	(6,7) -0,4 %	13,4 0,8 %	3,4 0,2 %
Télédistribution	(9,8) -0,8 %	(19,3) -1,5 %	(14,2) -1,1 %	(20,2) -1,6 %	(37,2) -2,9 %	(47,7) -3,6 %
Téléphonie filaire	(12,7) -2,4 %	(15,8) -2,7 %	(24,2) -4,4 %	(31,5) -5,2 %	(53,9) -9,3 %	(66,0) -10,3 %
Total UGR	28,9 0,4 %	32,1 0,4 %	42,8 0,5 %	64,9 0,8 %	192,0 2,5 %	229,8 3,0 %

¹ Voir « Indicateurs clés de rendement ».

Tableau 3

UGR à la fin de chaque trimestre
(en milliers d'unités)

	Juin 2026	Mars 2026	Déc. 2025	Sept. 2025	Juin 2025	Mars 2025	Déc. 2024	Sept. 2024
Téléphonie mobile	4 484,0	4 430,8	4 402,0	4 328,1	4 214,3	4 143,9	4 091,0	4 005,0
Internet	1 739,3	1 741,1	1 740,1	1 736,4	1 725,9	1 729,1	1 732,6	1 734,3
Télédistribution	1 237,0	1 246,8	1 251,2	1 259,3	1 274,2	1 293,5	1 294,4	1 311,9
Téléphonie filaire	523,5	536,2	547,7	562,1	577,4	593,2	608,9	627,5
Total	7 983,8	7 954,9	7 941,0	7 885,9	7 791,8	7 759,7	7 726,9	7 678,7

BAIIA ajusté de 641,7 M\$, en hausse de 32,2 M\$ (5,3 %), qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus des services de téléphonie mobile et d'accès Internet.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse de la charge de rémunération à base d'actions ;
- l'impact de la baisse des revenus des services de téléphonie filaire.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités (exprimés en pourcentage des revenus) de 48,0 % au deuxième trimestre 2026, contre 48,6 % à la même période de 2025.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 473,9 M\$ au deuxième trimestre 2026, contre 459,7 M\$ à la même période de 2025 (tableau 10). Cette hausse de 14,2 M\$ (3,1 %) s'explique par la hausse de 32,2 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 18,0 M\$ des dépenses en immobilisations, principalement attribuable au calendrier de réalisation de certains investissements ainsi qu'au renouvellement de licences informatiques.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2026

Revenus de 2,45 G\$ au premier semestre 2026, soit une hausse de 104,6 M\$ (4,5 %) attribuable pour l'essentiel aux facteurs mentionnés dans l'analyse des résultats du deuxième trimestre 2026.

- Revenus des services de téléphonie mobile de 942,4 M\$, en hausse de 77,8 M\$ (9,0 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 643,5 M\$, en hausse de 19,7 M\$ (3,2 %).
- Revenus des services de télédistribution de 373,6 M\$, en baisse de 4,1 M\$ (-1,1 %).
- Revenus des services de téléphonie filaire de 106,7 M\$, en baisse de 11,8 M\$ (-10,0 %).
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 287,3 M\$, en hausse de 10,0 M\$ (3,6 %), surtout en raison de l'impact favorable de l'évolution du mix des appareils vendus.
- Autres revenus de 98,0 M\$, en hausse de 13,0 M\$ (15,3 %).

RMPU mobile de 35,40 \$ au premier semestre 2026, contre 34,73 \$ à la même période de 2025, soit une augmentation de 0,67 \$ (1,9 %), principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux évoqués dans l'analyse du deuxième trimestre 2026.

BAIIA ajusté de 1,26 G\$ au premier semestre 2026, en hausse de 70,4 M\$ (5,9 %), expliquée essentiellement par les mêmes raisons que celles évoquées dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2026.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités (exprimés en pourcentage des revenus) de 48,5 % au premier semestre 2026, contre 49,3 % à la même période de 2025, expliquée principalement par la composante fixe de ces coûts, qui ne fluctue pas en proportion de la croissance des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 963,2 M\$ au premier semestre 2026, contre 898,9 M\$ à la même période de 2025 (tableau 10). Cette hausse de 64,3 M\$ (7,2 %) s'explique par l'augmentation de 70,4 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 6,1 M\$ des dépenses en immobilisations.

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2026

Revenus de 184,8 M\$ au deuxième trimestre 2026, en hausse de 10,4 M\$ (6,0 %).

- Hausse des revenus de publicité de 7,8 M\$ (9,6 %), essentiellement dans TVA Sports, favorisée par les fortes cotes d'écoute générées par le long parcours des Canadiens de Montréal lors des séries éliminatoires de la Ligue nationale de hockey (« LNH »).
- Hausse des revenus d'abonnement de 4,2 M\$ (9,0 %), essentiellement due à la hausse des tarifs de redevances pour les chaînes spécialisées en télévision.
- Baisse des autres revenus de 1,6 M\$ (-3,4 %).

BAILA ajusté de 26,8 M\$ au deuxième trimestre 2026, soit une hausse de 17,5 M\$, qui découle principalement de :

- l'augmentation des revenus ;
- des économies réalisées dans le cadre des diverses initiatives de réduction des coûts, dont la baisse des coûts de contenus ;
- l'impact du nouveau crédit d'impôt remboursable pour les médias d'information.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités (exprimés en pourcentage des revenus) de 85,5 % au deuxième trimestre 2026, contre 94,7 % à la même période de 2025, expliquée principalement par la composante fixe de ces coûts, qui ne fluctue pas en proportion de la croissance des revenus et par la baisse des frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 22,6 M\$ au deuxième trimestre 2026, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 8,3 M\$ à la même période de 2025 (tableau 10), soit un écart favorable de 14,3 M\$, attribuable à la hausse de 17,5 M\$ du BAILA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 3,2 M\$ des dépenses en immobilisations.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2026

Revenus de 341,3 M\$ au premier semestre 2026, en hausse de 2,3 M\$ (0,7 %).

- Hausse des revenus d'abonnement de 7,9 M\$ (8,8 %), expliquée essentiellement par la même raison que celle évoquée dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2026.
- Hausse des revenus de publicité de 2,4 M\$ (1,5 %), due à la hausse en télévision et par la bonne performance de TVA Sports durant les séries éliminatoires de la LNH, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de publicité dans les journaux et en affichage.
- Autres revenus en baisse de 8,0 M\$ (-8,7 %), expliquée principalement par la baisse des revenus de solutions numériques et d'agence marketing.

BAILA ajusté de 24,6 M\$ au premier semestre 2026, soit un écart favorable de 33,9 M\$, principalement attribuable à :

- l'augmentation des revenus ;
- les économies réalisées dans le cadre des diverses initiatives de réduction des coûts, dont la baisse des coûts de contenus ;
- l'impact favorable du nouveau crédit d'impôt remboursable pour les médias d'information et de l'annulation de la taxe sur les services numériques par le gouvernement fédéral.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités (exprimés en pourcentage des revenus) de 92,8 % au premier semestre 2026, contre 102,7 % à la même période de 2025. Cette baisse est expliquée par les mêmes raisons que celles évoquées dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2026.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 19,2 M\$ au premier semestre 2026, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés négatifs de 13,2 M\$ à la même période de 2025 (tableau 10), soit un écart favorable de 32,4 M\$, principalement attribuable à la hausse de 33,9 M\$ du BAILA ajusté.

Résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2026

Revenus de 48,4 M\$ au deuxième trimestre 2026, soit une baisse de 3,1 M\$ (-6,0 %), principalement attribuable à la baisse des revenus des activités de spectacles.

BAlIA ajusté de 3,1 M\$ au deuxième trimestre 2026, soit une baisse de 1,6 M\$, qui s'explique surtout par l'impact de la baisse des revenus et par l'incidence de la hausse de la charge de rémunération à base d'actions.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,4 M\$ au deuxième trimestre 2026, soit une baisse de 1,8 M\$ (tableau 10), principalement attribuable à la baisse de 1,6 M\$ du BAlIA ajusté.

Résultats d'exploitation du premier semestre 2026

Revenus de 97,4 M\$ au premier semestre 2026, soit une baisse de 3,8 M\$ (-3,8 %), principalement attribuable à la baisse des revenus des activités de spectacles.

BAlIA ajusté de 4,9 M\$ au premier semestre 2026, soit une baisse de 3,3 M\$ (-40,2 %), qui s'explique essentiellement par les mêmes raisons que celles évoquées dans l'analyse des résultats d'exploitation du deuxième trimestre 2026.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,9 M\$ au premier semestre 2026, soit une baisse de 3,6 M\$ (tableau 10), qui s'explique surtout par la baisse de 3,3 M\$ du BAlIA ajusté.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

Activités d'exploitation

Deuxième trimestre 2026

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 569,6 M\$ au deuxième trimestre 2026, contre 538,0 M\$ à la même période de 2025.

Cette augmentation de 31,6 M\$ (5,9 %) s'explique surtout par :

- la hausse de 22,3 M\$ du BAIIA ajusté ;
- la baisse de 12,6 M\$ de la portion monétaire liée à la restructuration, dépréciation d'actif et autres ;
- la baisse de 6,2 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

Contrebalancées en partie par :

- l'écart défavorable de 7,0 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, expliqué principalement par les variations défavorables des stocks, des impôts sur le bénéfice à payer, des débiteurs et des actifs liés à des contrats, contrebalancées en partie par les variations favorables des créditeurs, charges à payer et provisions et des provisions pour les régimes de rémunération à base d'actions.

Premier semestre 2026

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 989,9 M\$ au premier semestre 2026, contre 958,2 M\$ à la même période de 2025.

Cette augmentation de 31,7 M\$ (3,3 %) s'explique surtout par :

- la hausse de 49,3 M\$ du BAIIA ajusté ;
- la baisse de 22,4 M\$ de la portion monétaire des frais financiers ;
- la baisse de 12,1 M\$ de la portion monétaire liée à la restructuration, dépréciation d'actif et autres.

Contrebalancées en partie par :

- la hausse de 34,8 M\$ des impôts exigibles ;
- l'écart défavorable de 17,2 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, principalement attribuable aux mêmes raisons que celles évoquées dans l'analyse du deuxième trimestre 2026.

En comparaison avec le premier semestre 2025, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 2026 ont été favorablement affectés par la hausse du BAIIA ajusté dans les secteurs Télécommunications et Média, et par la baisse des frais financiers. Ces éléments favorables ont toutefois été contrebalancés par la variation nette défavorable des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation du secteur Télécommunications et par la hausse des impôts exigibles en lien avec l'augmentation du bénéfice imposable.

Fonds de roulement négatif de 877,0 M\$ au 30 juin 2026, contre un fonds de roulement négatif de 233,2 M\$ au 31 décembre 2025, soit un écart défavorable de 643,8 M\$, principalement attribuable à la hausse des emprunts à court terme, à l'évolution des échéances de dettes à court et à long terme et à la baisse des espèces et quasi-espèces, contrebalancées en partie par le remboursement de la portion à court terme de la dette à long terme et par la baisse des créditeurs, charges à payer et provisions.

Activités d'investissement

Deuxième trimestre 2026

Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations de 151,0 M\$ au deuxième trimestre 2026, contre 163,7 M\$ à la même période de 2025, soit une diminution de 12,7 M\$, qui s'explique par la variation nette favorable de 34,1 M\$ des éléments hors caisse courants, contrebalancée en partie par la hausse de 21,4 M\$ des dépenses en immobilisations, principalement dans le secteur des Télécommunications.

Subventions nettes utilisées pour financer les dépenses en immobilisations de 8,3 M\$ au deuxième trimestre 2026, contre 3,4 \$ à la même période de 2025, dans le cadre de l'initiative du gouvernement du Québec visant à renforcer les services de télécommunications offerts aux régions du Québec.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 0,1 M\$ au deuxième trimestre 2026, contre 0,6 M\$ au deuxième trimestre 2025.

Acquisitions d'entreprises de 91,3 M\$ au deuxième trimestre 2026, essentiellement attribuable à l'acquisition d'Etiya, net des espèces et quasi-espèces acquises.

Autres : entrées de fonds de 2,9 M\$ au deuxième trimestre 2026, contre 0,1 M\$ à la même période de 2025.

Premier semestre 2026

Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations de 336,4 M\$ au premier semestre 2026, contre 346,2 M\$ à la même période de 2025, soit une diminution de 9,8 M\$, qui s'explique par la variation nette favorable de 17,8 M\$ des éléments hors caisse courants, contrebalancée en partie par la hausse de 8,0 M\$ des dépenses en immobilisations, principalement dans le secteur Télécommunications.

Subventions nettes utilisées pour financer les dépenses en immobilisations de 8,1 M\$ au premier semestre 2026, contre des subventions nettes reçues de 14,9 M\$ à la même période de 2025, dans le cadre de l'initiative du gouvernement du Québec visant à renforcer les services de télécommunications offerts aux régions du Québec.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 0,7 M\$ au premier semestre 2026, contre 0,7 M\$ à la même période de 2025.

Acquisitions d'entreprises de 91,3 M\$ au premier semestre 2026, en lien avec l'acquisition d'Etiya.

Autres : entrées de fonds de 5,5 M\$ au premier semestre 2026, contre 1,2 M\$ à la même période de 2025.

Flux de trésorerie libres

Deuxième trimestre 2026

Flux de trésorerie libres de 418,7 M\$ au deuxième trimestre 2026, contre 374,9 M\$ à la même période de 2025 (tableau 11). Cette hausse de 43,8 M\$ s'explique surtout par l'augmentation de 31,6 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et la baisse de 12,7 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations.

Premier semestre 2026

Flux de trésorerie libres de 654,2 M\$ au premier semestre 2026, contre 612,7 M\$ à la même période de 2025 (tableau 11). Cette hausse de 41,5 M\$ s'explique par l'augmentation de 31,7 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et par la baisse de 9,8 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations.

Activités de financement

Dettes consolidées (emprunts à court terme et dette à long terme) en baisse de 40,5 M\$ au premier semestre 2026. Variation nette favorable de 69,2 M\$ de l'actif net lié aux instruments financiers dérivés.

- La diminution de 40,5 M\$ de la dette au premier semestre 2026 est essentiellement attribuable à :
 - Au deuxième trimestre 2026, Vidéotron a remboursé la totalité du solde de 500,0 M\$ de la deuxième tranche de sa facilité de crédit à terme ainsi qu'un montant total de 300,0 M\$ sur la troisième tranche de 700,0 M\$ venant à échéance en avril 2027.

Contrebalancé en partie par :

- l'augmentation des emprunts à court terme de 661,0 M\$, reflétant la hausse du papier commercial en circulation dans Vidéotron et les emprunts d'Étiya ;
 - l'écart défavorable de 92,7 M\$ du taux de change. La hausse de la dette consolidée attribuable à ce facteur a été essentiellement contrebalancée par la hausse de l'actif net lié aux instruments financiers dérivés.
- La variation nette favorable de 69,2 M\$ de l'actif net lié aux instruments financiers dérivés au premier semestre 2026 est expliquée principalement par :
 - l'écart favorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés.

Contrebalancé en partie par :

- l'impact défavorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt.
- Le 8 juillet 2026, Vidéotron a remboursé par anticipation un montant de 100,0 M\$ sur la dernière tranche de sa facilité de crédit à terme venant à échéance en avril 2027.
- Le 1^{er} avril 2026, Vidéotron a établi un programme de papier commercial aux États-Unis par voie de placement privé, lui permettant d'émettre des billets non garantis de premier rang (pari passu avec ses autres dettes non garanties et non subordonnées) d'une échéance maximale de 364 jours, jusqu'à concurrence de 1,0 G\$ US en circulation. La facilité de crédit renouvelable de Vidéotron sert de source de garantie de liquidités et le risque de change lié au papier commercial est totalement couvert par Vidéotron.
- Le 28 janvier 2026, Vidéotron a modifié et mis à jour sa convention de crédit afin de proroger l'échéance des deux tranches existantes de sa facilité de crédit renouvelable : i) la première tranche de 400,0 M\$, dont l'échéance est désormais fixée à janvier 2031, et ii) la deuxième tranche de 400,0 M\$, dont l'échéance est désormais fixée à janvier 2027, prévoyant une option de conversion en une facilité à terme venant à échéance en janvier 2028. Vidéotron a également ajouté deux nouvelles tranches à sa facilité de crédit renouvelable : i) une première tranche de 250,0 M\$ US, venant à échéance en janvier 2031, et ii) une deuxième tranche de 250,0 M\$ US, venant à échéance en janvier 2027, prévoyant une option de conversion en une facilité à terme venant à échéance en janvier 2028. Certaines conditions des facilités ont également été modifiées.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 926,3 M\$ au 30 juin 2026 pour Québecor et ses filiales détenues à part entière, soit une facilité de crédit renouvelable disponible et inutilisée de 898,8 M\$ (après déduction d'un encours de papier commercial américain de 601,8 M\$ en circulation) et des espèces et quasi-espèces de 27,5 M\$.

Dettes consolidées totalisant 6,75 G\$ au 30 juin 2026, soit une baisse de 40,5 M\$ par rapport au 31 décembre 2025, comprenant principalement la dette de Vidéotron. Variation nette favorable de 69,2 M\$ de l'actif net lié aux instruments financiers dérivés (cf. « Activités de financement » ci-dessus).

Au 30 juin 2026, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 4

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor

Périodes de 12 mois terminées les 30 juin

(en millions de dollars canadiens)

2027	410,1	\$
2028	750,0	
2029	709,8	
2030	1 399,8	
2031	659,0	
2032 et ultérieurement	2 191,7	
Total	6 120,4	\$

Québecor peut (mais n'est d'aucune façon dans l'obligation de le faire) chercher à retirer ou à racheter, de temps à autre, des titres en circulation, par le biais d'achats sur le marché libre, de transactions négociées avec des partenaires privés ou autrement. Ces rachats, le cas échéant, dépendront des liquidités disponibles de la Société, de ses besoins en liquidités, des conditions du marché, des restrictions contractuelles et d'autres facteurs. Les montants de ces transactions pourraient être importants.

Au 30 juin 2026, l'échéance moyenne pondérée de la dette à long terme de Québecor était d'environ 4,7 années (4,7 années au 31 décembre 2025). Compte tenu des instruments de couverture, la dette à long terme était constituée d'environ 93,0 % de titres à taux fixe (92,7 % au 31 décembre 2025) et de 7,0 % de titres à taux variable (7,3 % au 31 décembre 2025).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière de dépenses en immobilisations et d'acquisition de licences de spectre, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes et d'obligations locatives, et de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes et obligations locatives, qui sont échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Au 30 juin 2026, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

Dividendes déclarés

Le 5 août 2026, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,45 \$ par action sur les actions de catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 15 septembre 2026 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 21 août 2026.

Analyse du bilan consolidé

Tableau 5

Bilan consolidé

Analyse des principales variations entre le 30 juin 2026 et le 31 décembre 2025

(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2026 ¹	31 déc. 2025 ¹	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actif				
Espèces et quasi-espèces	97,6	\$ 160,6	\$ (63,0)	\$ Cf. « Flux de trésorerie et situation financière »
Débiteurs	1 043,9	1 067,8	(23,9)	Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations corporelles	3 224,1	3 282,7	(58,6)	Amortissement supérieur aux acquisitions de la période
Actifs incorporels	3 672,5	3 441,9	230,6	Incidence de l'acquisition d'Etiya
Écart d'acquisitions	2 892,2	2 713,4	178,8	Incidence de l'acquisition d'Etiya
Instruments financiers dérivés ²	93,5	24,3	69,2	Cf. « Activités de financement »
Autres éléments d'actif	781,9	917,9	(136,0)	Incidence de la consolidation d'Etiya à partir du deuxième trimestre 2026 et impact de la variation courante des activités
Passif				
Créditeurs, charges à payer et provisions	1 079,9	1 142,2	(62,3)	Incidence de la variation courante des activités
Dette consolidée ³	6 752,6	6 793,1	(40,5)	Cf. « Activités de financement »
Impôts différés ⁴	794,0	829,7	(35,7)	Incidence de la variation des activités à l'état consolidé des résultats et à l'état consolidé du résultat global
Autres éléments de passif	394,4	352,1	42,3	Hausse principalement liée à la rémunération à base d'actions
Participation ne donnant pas le contrôle	236,4	112,0	124,4	Incidence de l'acquisition d'Etiya

¹ Les natures « espèces affectées » et « subvention différée » sont regroupées aux fins de l'analyse.

² Actif moins le passif.

³ Comprend la dette à long terme, y compris la portion à court terme, et les emprunts à court terme

⁴ Passif moins l'actif.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles importantes de la Société comprennent les remboursements de capital et d'intérêt sur les emprunts à court terme, la dette à long terme et les obligations locatives, les engagements relatifs aux dépenses en immobilisations et autres engagements, dont les appareils mobiles, ainsi que ceux relatifs aux instruments financiers dérivés. Afin d'obtenir un résumé des obligations contractuelles de la Société, veuillez vous référer au rapport de gestion de Québecor pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, ainsi qu'au tableau 4 pour la mise à jour au 30 juin 2026 des remboursements de capital sur la dette à long terme. En date du 30 juin 2026, aucune modification significative n'a été apportée aux obligations contractuelles importantes de la Société depuis le 31 décembre 2025, autre que les transactions de financement décrites à la section « Activités de financement » dans le présent rapport.

Transactions entre parties liées

Au deuxième trimestre 2026, la Société a engagé des dépenses de 15,3 M\$ (24,9 M\$ en 2025) auprès de sociétés liées, lesquelles sont incluses dans les achats de biens et services, et a effectué des ventes de 5,7 M\$ (5,6 M\$ en 2025) à des sociétés liées. Au deuxième trimestre 2025, la Société a également acquis auprès de sociétés liées des immobilisations et des actifs incorporels de 6,1 M\$.

Au premier semestre de 2026, la Société a engagé des dépenses de 42,8 M\$ (43,8 M\$ en 2025) et a acquis des immobilisations et des actifs incorporels de 6,4 M\$ (16,4 M\$ en 2025) auprès de sociétés liées. La Société a également effectué des ventes de 11,3 M\$ à des sociétés liées (12,5 M\$ en 2025).

Les diminutions enregistrées au chapitre des dépenses et des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels sont principalement attribuables à l'acquisition d'Etiya.

Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Capital-actions

Le tableau 6 présente les données du capital-actions de la Société au 14 juillet 2026. De plus, à cette même date, 12 845 532 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation.

Tableau 6

Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 14 juillet 2026	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	74 742 322	8,3 \$
Actions catégorie B	149 076 159	983,4

Le 6 août 2025, le conseil d'administration de la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 5 000 000 actions catégorie B représentant environ 3,2 % des actions catégorie B émises et en circulation le 1^{er} août 2025. Les rachats peuvent être effectués entre le 15 août 2025 et le 14 août 2026, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles au Canada. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 13 mai 2026, la Société a été autorisée par la Bourse de Toronto à modifier son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités afin d'augmenter le nombre maximal d'actions catégorie B qui lui est permis de racheter à 7 000 000 actions catégorie B, représentant environ 4,5 % des actions catégorie B détenues dans le public le 1^{er} août 2025. Les autres modalités du programme de rachat demeurent inchangées.

Le 8 août 2025, la Société a conclu une entente visant un régime d'achat de titres automatique (le « régime ») avec un courtier désigné en vue de permettre le rachat d'actions aux termes du régime à des moments où il lui serait interdit de le faire en raison de

restrictions réglementaires ou de périodes volontaires d'interdiction des opérations. Le régime a été préalablement autorisé par la Bourse de Toronto. Il est en vigueur depuis le 15 août 2025 et se terminera en même temps que le programme de rachat dans le cours normal des activités.

Aux termes du régime, avant d'entrer dans une période volontaire d'interdiction d'opérations, la Société peut demander, sans y être tenue, au courtier désigné de faire des achats dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités. Ces achats seront établis à la discrétion du courtier désigné selon des paramètres établis par la Société avant les périodes d'interdiction. En dehors de ces périodes, les rachats seront effectués à la discrétion de la direction de la Société.

Le 5 août 2026, le conseil d'administration de la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 7 000 000 actions catégorie B représentant environ 4,7 % des actions catégorie B émises et en circulation le 31 juillet 2026. Les rachats pourront être effectués entre le 15 août 2026 et le 14 août 2027, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles au Canada. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Au premier semestre 2026, la Société a racheté et annulé 3 124 900 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 184,9 M\$ (2 570 000 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 90,7 M\$ en 2025) et 24 333 actions catégorie B ont été émises à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions, pour une contrepartie totale en espèces de 0,8 M\$ (48 444 actions catégorie B émises pour une contrepartie totale en espèces de 1,3 M\$ en 2025).

Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et quasi-espèces, des espèces affectées, des comptes clients, des actifs liés à des contrats, des placements à long terme, des emprunts à court terme, des comptes fournisseurs, des charges à payer, de la dette à long terme, des obligations locatives et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars CA les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêts et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, et ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

La valeur comptable et la juste valeur des emprunts à court terme, de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés aux 30 juin 2026 et 31 décembre 2025 sont les suivantes :

Tableau 7

Juste valeur des emprunts à court terme, de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés

(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	30 juin 2026		31 décembre 2025	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Emprunts à court terme	(661,0) \$	(661,0) \$	— \$	— \$
Dette à long terme¹	(6 120,4)	(6 117,7)	(6 824,3)	(6 849,3)
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	4,5	4,5	(1,5)	(1,5)
Ententes de swaps de taux d'intérêt	(3,8)	(3,8)	(7,2)	(7,2)
Ententes de swaps sur devises	92,8	92,8	33,0	33,0

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les frais de financement.

La juste valeur estimative des emprunts à court terme et de la dette à long terme est fondée sur les cours de marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste

valeur comptabilisée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, basée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou de la Société.

Des pertes de 25,3 M\$ au deuxième trimestre 2026 et de 23,5 M\$ au premier semestre 2026 ont été comptabilisées aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (gains de 38,0 M\$ et 46,0 M\$ respectivement au deuxième trimestre 2025 et au premier semestre 2025).

Mesures non normalisées selon les IFRS

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres et le ratio d'endettement net consolidé ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, les autres éléments et les impôts sur le bénéfice. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer les résultats consolidés de la Société ainsi que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte des dépenses en immobilisations et des acquisitions de licences de spectre nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte des dépenses en immobilisations, telles que les flux de trésorerie d'exploitation ajustés et les flux de trésorerie libres, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 8 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 8

Rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	641,7 \$	609,5 \$	1 261,3 \$	1 190,9 \$
Média	26,8	9,3	24,6	(9,3)
Sports et divertissement	3,1	4,7	4,9	8,2
Siège social	(44,2)	(18,4)	(86,8)	(35,1)
	627,4	605,1	1 204,0	1 154,7
Amortissement	(217,4)	(213,8)	(426,8)	(429,1)
Frais financiers	(79,5)	(86,0)	(155,7)	(178,5)
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(2,3)	(16,0)	(6,4)	(19,3)
Autres éléments	29,9	2,0	39,3	8,6
Impôts sur le bénéfice	(82,6)	(75,1)	(154,8)	(135,9)
Bénéfice net	275,5 \$	216,2 \$	499,6 \$	400,5 \$

Bénéfice net ajusté

La Société définit le bénéfice net ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant la restructuration, dépréciation d'actifs et autres, et les autres éléments, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements. Le bénéfice net ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice net ajusté pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure, puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice net ajusté est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice net ajusté peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 9 présente le rapprochement du bénéfice net ajusté avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 9

Rapprochement du bénéfice net ajusté avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Bénéfice net ajusté	241,3 \$	226,8 \$	460,8 \$	411,9 \$
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(2,3)	(16,0)	(6,4)	(19,3)
Autres éléments	29,9	2,0	39,3	8,6
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	1,6	4,2	1,9	6,1
Part des actionnaires sans contrôle afférent aux ajustements	0,4	0,7	0,7	1,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	270,9 \$	217,7 \$	496,3 \$	408,4 \$

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés et flux de trésorerie libres

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés

Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent le BAIIA ajusté, moins les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre). Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions de licences de spectre, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés sur une base consolidée par l'exploitation de l'ensemble des secteurs d'activité, en plus des flux de trésorerie d'exploitation générés par chacun d'entre eux. En outre, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utiles, car ils constituent un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. La définition des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Flux de trésorerie libres

Les flux de trésorerie libres représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions de licences de spectre, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Les tableaux 10 et 11 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation ajustés et des flux de trésorerie libres avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés.

Tableau 10

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
BALIA ajusté (BALIA ajusté négatif)				
Télécommunications	641,7 \$	609,5 \$	1 261,3 \$	1 190,9 \$
Média	26,8	9,3	24,6	(9,3)
Sports et divertissement	3,1	4,7	4,9	8,2
Siège social	(44,2)	(18,4)	(86,8)	(35,1)
	627,4	605,1	1 204,0	1 154,7
Moins				
Dépenses en immobilisations ¹ :				
Télécommunications	(167,8)	(149,8)	(298,1)	(292,0)
Média	(4,2)	(1,0)	(5,4)	(3,9)
Sports et divertissement	(1,7)	(1,5)	(3,0)	(2,7)
Siège social	–	–	(0,1)	–
	(173,7)	(152,3)	(306,6)	(298,6)
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés				
Télécommunications	473,9	459,7	963,2	898,9
Média	22,6	8,3	19,2	(13,2)
Sports et divertissement	1,4	3,2	1,9	5,5
Siège social	(44,2)	(18,4)	(86,9)	(35,1)
	453,7 \$	452,8 \$	897,4 \$	856,1 \$

¹ Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations selon les états financiers consolidés résumés

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Dépenses en immobilisations	(173,7) \$	(152,3) \$	(306,6) \$	(298,6) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux dépenses en immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	22,7	(11,4)	(29,8)	(47,6)
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations	(151,0) \$	(163,7) \$	(336,4) \$	(346,2) \$

Tableau 11

Flux de trésorerie libres et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2026	2025	2026	2025
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés provenant du tableau 10	453,7	\$ 452,8	\$ 897,4	\$ 856,1
Plus (moins)				
Portion monétaire des frais financiers	(77,4)	(83,6)	(151,4)	(173,8)
Portion monétaire liée à la restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(3,0)	(15,6)	(6,8)	(18,9)
Impôts exigibles	(86,1)	(83,1)	(193,1)	(158,3)
Autres	0,2	0,2	(0,3)	(0,2)
Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	108,6	115,6	138,2	155,4
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux dépenses en immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	22,7	(11,4)	(29,8)	(47,6)
Flux de trésorerie libres	418,7	374,9	654,2	612,7
Plus (moins)				
Flux de trésorerie utilisés pour les dépenses en immobilisations (exclusion faite des acquisitions de licences de spectre)	151,0	163,7	336,4	346,2
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(0,1)	(0,6)	(0,7)	(0,7)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	569,6	\$ 538,0	\$ 989,9	\$ 958,2

Ratio d'endettement net consolidé

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée se compose du total de la dette à long terme, des obligations locatives, des emprunts à court terme, des instruments financiers dérivés et des espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 12 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 12**Ratio d'endettement net consolidé**

(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2026		31 déc. 2025	
Dettes à long terme totale¹	6 120,4	\$	6 824,3	\$
Plus (moins)				
Obligations locatives ²	413,7		410,6	
Emprunts à court terme	661,0		–	
Instruments financiers dérivés ³	(93,5)		(24,3)	
Espèces et quasi-espèces	(97,6)		(160,6)	
Dettes nettes consolidées	7 004,0		7 050,0	
Divisée par :				
BALIA ajusté sur 12 mois	2 442,5	\$	2 393,2	\$
Ratio d'endettement net consolidé	2,87x		2,95x	

¹ Exclut les frais de financement.² Passif total.³ Actif moins le passif.**Indicateurs clés de rendement***Unité génératrice de revenus*

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente une ligne de téléphonie mobile ou filaire, ou encore un client aux services d'accès Internet ou de télédistribution. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

Revenu mensuel moyen mobile par unité

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit le RMPU mobile. Cet indicateur se calcule en divisant les revenus de services de téléphonie mobile par le nombre moyen d'UGR de ce service durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période. Le RMPU mobile n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2026, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société à <www.quebecor.com> ou sur le site Internet de SEDAR+ à l'adresse <www.sedarplus.ca>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de Québecor dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire »,

ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes, ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultantes réelles et celles mentionnées dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- la fluctuation de la conjoncture économique et politique en général, les conditions des marchés financiers et économiques, y compris le contexte hyperinflationniste en Turquie, les défis commerciaux mondiaux, tels que les tarifs douaniers et les barrières commerciales, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active et sa capacité à pénétrer de nouveaux marchés et à développer avec succès ses activités, y compris dans les domaines en expansion et dans de nouvelles régions géographiques ;
- la fragmentation de l'univers des médias et son impact sur le marché publicitaire et les propriétés médias de Québecor ;
- de nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor ;
- les impacts liés à la cybersécurité et au maintien de la protection des renseignements personnels ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires au développement du réseau de Québecor ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- les impacts des investissements importants et récurrents qui seront nécessaires pour le développement et l'expansion et pour concurrencer efficacement les entreprises de services locaux titulaires et les autres concurrents actuels ou potentiels dans les marchés visés par le secteur Télécommunications ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, et de VSDA ainsi que la capacité de Québecor de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves, les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les crises de santé publique et l'instabilité politique dans certains pays ;
- les changements dans la capacité de Québecor d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- les impacts liés aux enjeux environnementaux ;
- des changements aux lois et aux règlements (ou dans leurs interprétations) qui pourraient entraîner, entre autres, une concurrence accrue, une évolution dans les marchés de Québecor, une hausse de frais d'exploitation, de dépenses en immobilisations ou de charges fiscales, ou une réduction de la valeur de certains actifs ; et
- le niveau de l'endettement de Québecor, les fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous référer aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedarplus.ca> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, les rubriques « Informations sur les tendances » et « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent document reflètent les attentes de la Société au 5 août 2026 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de

mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 5 août 2026

QUÉBECOR INC.

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2026		2025				2024	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Revenus	1 440,2 \$	1 395,2 \$	1 546,3 \$	1 405,5 \$	1 380,4 \$	1 343,1 \$	1 499,0 \$	1 389,7 \$
BALIA ajusté	627,4	576,6	610,4	628,1	605,1	549,6	589,0	594,1
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	453,7	443,7	424,9	462,4	452,8	403,3	446,3	435,3
Bénéfice net ajusté	241,3	219,5	226,2	241,6	226,8	185,1	186,6	192,2
Ajustements ¹ :								
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	(1,3)	(2,7)	(6,4)	(5,6)	(11,1)	(2,0)	(11,9)	(3,8)
Autres éléments	30,9	8,6	(8,3)	0,1	2,0	7,6	3,0	0,9
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	270,9	225,4	211,5	236,1	217,7	190,7	177,7	189,3
Données par action								
Bénéfice net ajusté	1,07 \$	0,97 \$	0,99 \$	1,05 \$	0,99 \$	0,80 \$	0,80 \$	0,82 \$
Ajustements ¹ :								
Restructuration, dépréciation d'actifs et autres	-	(0,01)	(0,03)	(0,02)	(0,05)	(0,01)	(0,05)	(0,01)
Autres éléments	0,14	0,04	(0,03)	-	0,01	0,03	0,01	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	1,21	1,00	0,93	1,03	0,95	0,82	0,76	0,81
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	224,8	226,3	227,9	229,3	230,0	231,3	232,9	234,3

¹ Déduction faite de l'impôt sur le bénéfice et de la part des actionnaires sans contrôle afférents aux ajustements